

LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES - LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES - LES

POUR LA PRÉSENCE DE LA GAUCHE AU 2<sup>me</sup> TOUR, PAS UNE VOIX A PERDRE !

LE Palais des Sports était trop petit hier soir pour contenir la foule enthousiaste de Parisiens et de Parisiennes venus assister au rassemblement organisé avec Jacques Duclos. Au cours de cette réunion, présidée par Paul Laurent, ont pris également la parole le candidat du Parti Communiste Français, Waldeck Rochet, secrétaire général du Parti. Pierre Cot et Hélène Langevin-Joliot.

« ...Nous assistons, a déclaré Waldeck Rochet, à une manœuvre politique de grande envergure visant à frustrer, à voler le peuple des fruits de la victoire remportée le 27 avril.

Dans cette campagne présidentielle, on fait tout pour convaincre la majorité des Français que la lutte se réduirait à l'affrontement des deux candidats de droite : Pompidou et Poher.

« Quelle différence y a-t-il en effet entre la politique de Pompidou et celle de Poher ? Pratiquement aucune !

A la vérité, les programmes des deux hommes se ressemblent à un tel point que des politiciens comme Giscard d'Es-

taing et Duhamel les prient de s'entendre avant même le premier tour.

Un test à ce sujet est l'attitude de l'un et de l'autre envers l'actuelle Assemblée.

Ils n'envisagent nullement de la dissoudre mais parlent au contraire de coopérer avec elle.

C'est dire que ceux qui compteraient sur l'un ou l'autre des candidats de droite pour voir intervenir les changements qu'ils attendent risqueraient d'être cruellement déçus... »

Intervenant à son tour, Jacques Duclos devait dire notamment :

« Il est du plus haut intérêt pour l'avenir démocratique du pays, que la gauche figure au second tour de scrutin.

Et pour qu'il en soit ainsi, il faut que les voix de gauche ne se dispersent pas au premier tour, mais se bloquent au contraire sur le nom du candidat qui arrivera à coup sûr en tête des candidats de la gauche, c'est-à-dire sur le nom du candidat du Parti Communiste Français.

Il faut partir de cette idée qu'une voix donnée à Defferre

est une voix perdue pour la présence de la gauche au scrutin du 15 juin

Il en est de même pour les autres candidats. Une voix à Rocard est une voix perdue, une voix à Krivine est une voix perdue.

Voilà pourquoi j'appelle les travailleurs, les démocrates, à voter utile au premier tour en votant pour le candidat de l'union des forces ouvrières et démocratiques que je suis.

Il sera ainsi possible, alors que la bataille électorale a débuté dans un climat de division de la gauche, de créer une situation où les diviseurs ayant reçu une leçon dont il faudra bien qu'ils tirent les conséquences, l'union se réalisera en vue du second tour de scrutin sur le nom du candidat de l'union des travailleurs et des démocrates.

De la division que nous avons regrettée après avoir tout fait pour l'éviter, peut sortir un nouvel et puissant élan unitaire.

Ne laissez pas passer cette occasion et c'est pourquoi vous voterez dès le premier tour de scrutin pour le candidat de

l'union des forces ouvrières et démocratiques.

Vous êtes à l'heure du choix...

Vous, camarades socialistes, pour être fidèles à votre idéal socialiste, vous voterez pour le candidat du Parti Communiste Français qui est le porte-parole des forces ouvrières et démocratiques.

Quant à vous catholiques, dont nous respectons les croyances religieuses comme nous souhaitons voir nos convictions philosophiques respectées, nous vous tendons une main fraternelle.

Nous avons conscience, nous communistes, de représenter un ensemble d'énergies humaines et de valeurs spirituelles indispensables à la grandeur de la France. »

Et Jacques Duclos déclare en concluant :

« Parisiennes et Parisiens, en m'adressant de notre capitale à l'ensemble des Françaises et Français, je veux vous dire à tous, votez, et faites voter afin que le 1er juin marque d'une pierre blanche les chemins de l'union et de la victoire des forces de progrès en marche vers l'avenir. »

Au service des revendications légitimes

DE nombreuses organisations ont sollicité du candidat communiste son opinion sur des questions le concernant. De son côté, J. Duclos et les parlementaires communistes se sont adressés à différentes associations, leur faisant connaître la position du Parti Communiste et aussi les interventions et propositions de ses élus. Voici des extraits de cette correspondance.

La retraite du combattant

Malgré les quelques améliorations obtenues à la suite de l'action menée dans l'union par le monde ancien combattant, le contentieux loin d'être en voie de règlement va s'aggraver du fait de la réduction globale des crédits.

Aux combattants prisonniers de guerre J. Duclos dit dans une lettre adressée à leur association :

« La suppression de la retraite du combattant en 1958 fut un des premiers actes du gouvernement gaulliste avec le ministre des Finances de l'époque, M. Pinay, dont M. Poher se revendique avec chaleur. Et malgré réclamations et actions la retraite fut maintenue, au taux dérisoire de 35 francs par an, pour les anciens combattants de 1939-1945.

Pour justifier cette attitude, les ministres gaullistes des anciens combattants n'ont pas hésité à utiliser toutes les armes contre l'honneur des combattants de 1939-1945. »

« Et l'évoquai ici que pour mémoire les manipulations opérées par le gouvernement gaulliste, en 1962, sur les traitements des fonctionnaires, des catégories C et D, en vue d'empêcher l'application correcte, et prescrite par la loi du rapport constant, devant exister entre les traitements des fonctionnaires, et les pensions des mutilés de guerre, veuves, ascendants. »

C'est dans le même sens que l'ancien combattant qu'il fut s'adresse à ses camarades de la guerre 14-18 et aux adhérents des associations d'Anciens Combattants et victimes de guerre.

« Le contentieux qui oppose aujourd'hui le mouvement ancien combattant au gouvernement doit être réglé. Il s'agit là d'une question de justice.

Pour qu'aboutissent vos légitimes revendications, soutenant sans réserve l'action unie du monde combattant, les élus communistes, sur le plan parlementaire ont pris de multiples initiatives, déposé maintes propositions de lois, présenté de nombreuses questions écrites et orales.

Permettez-moi à cet égard de vous rappeler que nous

Jacques Duclos répond à de vieux travailleurs

Ayant reçu de très nombreux messages de vieux travailleurs et de leurs organisations, notre camarade Jacques DUCLOS répond, dans la lettre ci-dessous, aux diverses questions qui lui sont soumises.

TRES CHERS AMIS,

Il ne vous échappe pas, vos lettres en font foi, la signification importante que revêt l'élection présidentielle pour le destin du pays.

La profonde volonté de changement de notre peuple, qu'exprime le scrutin du 27 avril, vous concerne tout particulièrement, vieux de France. Après onze années de politique gaulliste, vous êtes des millions dans la détresse, au terme d'une longue vie de labeur.

Comment faire face, décemment, aux nécessités de la vie quotidienne, avec les maigres allocations ou le minimum de pensions vieillesse qui vous sont attribuées, alors que plus d'un tiers d'entre vous ne perçoivent que le minimum légal, quand ils ne se trouvent pas empêchés d'en bénéficier.

La hausse des prix, des loyers, des impôts, les atteintes répétées à la Sécurité Sociale, rendent pour vous, plus dures encore la maladie et ses néfastes conséquences. Votre sort ne cesse de s'aggraver.

Mais ce n'est pas à vous qui vivez jour après jour, cette situation préoccupante, voire tragique, qu'il est nécessaire d'exposer ces faits douloureux. Contre cette injustice de votre sort, notre Parti, vous le savez, a constamment lutté pour la défense de vos droits à une vie digne et humaine.

Est-il besoin de rappeler l'œuvre du ministre communiste, Ambroise Croizat, au lendemain de la libération, les réalisations permanentes de nos municipalités, les efforts de nos élus à l'Assemblée nationale, au Sénat, en faveur de vos revendications, multipliant interventions, questions écrites et orales propositions de loi.

Qu'il me soit permis d'évoquer quelques-unes de nos interventions à cet égard, notamment pour l'abaissement de l'âge de la retraite, pour le calcul des pensions vieillesse à 50 % du salaire moyen des dix meilleures années, pour la fixation d'un minimum unique de pensions et allocations égal à 80 % du S.M.I.G. et, dans l'immédiat, à 40.000 AF par mois pour le rattrapage de 15 % de toutes les pensions vieillesse et invalidité, indépendamment des revalorisations annuelles.

C'est ce même souci qu'exprime l'action persévérante de nos élus, pour que les questions de la Sécurité

sociale, de l'habitat, des loyers, des impôts, qui vous préoccupent à juste titre, soient résolues, en conformité avec vos nécessités quotidiennes, tenues dans l'oubli par les hommes au pouvoir.

Quand M. Pompidou, au cours de la campagne présidentielle, prétend découvrir la pénible réalité de votre existence, ne feint-il pas, plutôt, de vouloir faire oublier les conséquences de onze années de gaullisme, le choix en faveur de milliards de cadeaux aux trusts, en faveur de milliards engloutis dans une force de frappe atomique aussi inutile que ruineuse, au détriment des besoins vitaux de la nation.

L'homme de confiance de la haute banque, qu'il représente, ne peut donc gouverner — en dépit de ses fallacieuses promesses — que comme il l'a déjà fait contre la démocratie, contre le peuple.

C'est non moins vrai que M. Poher, représentant lui aussi, de la haute finance, membre de gouvernements qui, de 1947 à 1958, s'illustrèrent par des milliards d'impôts nouveaux, des mesures de restrictions sociales, des atteintes aux libertés, préparant ainsi la venue du gaullisme qui fit si grand mal à la France.

Or, pour qu'une solution satisfaisante soit apportée à vos revendications, pour que vos droits soient assurés, il faut qu'intervienne un changement radical dans l'orientation politique de notre pays.

C'est le but du programme que vous propose le Parti Communiste Français, en faveur d'une politique démocratique qui mette hors d'état de nuire les puissances d'argent, qui assure la souveraineté populaire, en faveur d'une politique économique et sociale qui réponde aux aspirations du pays, à vos propres aspirations, car tout ce qui est humain est nôtre.

Regrettant, qu'en dépit de tous nos efforts, une candidature unique de la gauche n'ait pu être réalisée face aux hommes de la réaction à qui la division ne peut qu'être profitable, je demeure donc le candidat de l'union de tous ceux qui veulent assurer la relève démocratique du gaullisme, la paix et la grandeur de la France.

Par le soutien de ma candidature, vous permettrez ces changements qu'exige l'intérêt national.

Jacques DUCLOS.

Gaston DEFFERRE et les promesses électorales

GASTON DEFFERRE a fait une découverte. Si le NON l'a emporté le 27 avril, c'est, a-t-il dit hier à la radio, qu'une « forte majorité de Français en avait assez de cette impression de contrainte, de cette impression de mépris que l'Etat leur manifestait ». « Il y avait des élections, a-t-il ajouté, on choisissait les députés, on croyait avoir fait une politique, et puis, le lendemain, le gouvernement faisait le contraire de ce qui avait été annoncé pendant la période électorale ». Il y a longtemps qu'on s'en était rendu compte. C'est ce qu'ont fait aussi tous les gouvernements « 3me Force » dont Gaston Defferre a fait partie : élus avec les voix de gauche ils ont fait la politique de la droite. Et c'est bien pour ça que nous dénonçons la tentative actuelle de Defferre qui ressemble comme une sœur jumelle à cette « 3me force ».

xxx

Le candidat de la division des forces de gauche y est allé de son petit couplet anticommuniste au sujet de la Tchécoslovaquie : « J'ai le droit de poser la question : M. Jacques Duclos, le candidat communiste, qui nous parle tout le temps de démocratie, ne risque-t-il pas, s'il était élu d'établir en France un régime comparable à celui-là, non pas du printemps de Prague, mais au régime que connaît actuellement la Tchécoslovaquie ? »

Jacques Duclos et le Parti Communiste Français ont répondu depuis longtemps à cette question de la façon la plus claire qui soit. Voici ce qu'en pense un lecteur du « Nouvel Observateur » M. Thomas Aron, maître assistant à la faculté des Lettres de Besançon qui écrit à son journal : « Parce que je n'aime pas la gauche combinate, compromise, entremetteuse, parce que je n'ai le goût ni de l'irresponsabilité, ni du technocratie, ni de l'utopie, parce que je suis ce qu'on appelle un « antistalinien » et que j'ai lu par exemple, avec effroi et admiration « l'Aveu » d'Arthur London, je voterai Jacques Duclos le 1er juin prochain ».

L'anticommunisme, décidément, fait de moins en moins recette.

xxx

L'essentiel de l'émission du tandem Defferre - Mendes-France portait sur les difficultés des communes. Ils ont dressé le long catalogue de ce qui ne va pas dans le domaine du logement, des hôpitaux, de l'enseignement, pour les jeunes. Toute la responsabilité bien sûr en incombe à l'Etat qui « colonise » les communes.

Sans minimiser la responsabilité de l'Etat que nous avons maintes fois dénoncée, on peut remarquer que la façon dont une commune est administrée et avec qui, à tout de même

LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES

n'avons cessé de défendre notamment le rétablissement de la retraite au taux plein pour tous les titulaires de la carte du combattant ; l'application correcte de la loi sur le rapport constant faussée par les décrets du 26 mai 1962 ; la levée de toutes les forclusions afin d'assurer la permanence du droit ; la célébration du 8 mai comme journée nationale fériée et chômée ; la revalorisation des pensions de veuves, d'ascendants et d'orphelins, des pensions de 10 à 95 pour cent en rapport avec la pension de 100 pour cent ; la mise à parité des pensions de déportés politiques et résistants ; la cessation des brimades à l'encontre du mouvement ancien combattant, ce qui implique le rétablissement de la subvention à l'U.F.A.C.

Nous avons également agi en faveur des anciens d'Afrique du Nord afin de leur reconnaître la qualité de combattants. Personnellement, au Sénat, je fus l'auteur d'une proposition de loi qui conduisit à un vote largement majoritaire en faveur de cette proposition ».

## ◆ Indemnisation équitable des rapatriés

A propos de l'indemnisation des Français rapatriés et de l'amnistie, J. Duclos a répondu au président de l'ANFANOMA que les parlementaires communistes « se sont dès la première heure, prononcés en faveur d'une indemnisation équitable... pour les biens abandonnés outre-mer ».

Cette position a d'ailleurs été concrétisée par le dépôt d'une proposition de loi (N. 170) dont l'adoption « contribuerait d'une façon déterminante à alléger les difficultés matérielles auxquelles les Français rapatriés se sont heurtés depuis leur retour en métropole... D'autre part, si les communistes ont préconisé de larges mesures d'amnistie en faveur de ceux qui s'étaient laissés entraîner et n'avaient pas commis de crimes, ils ont « toujours été fermement opposés à l'amnistie des chefs factieux dont l'action à la tête de l'OAS visait essentiellement à instaurer dans notre pays un régime de type fasciste ».

(à suivre).

## Un démenti de la C. G. T.

Le bureau de la C.G.T. dans un communiqué « oppose un démenti catégorique aux affabulations grossières manifestement destinées à semer la confusion parmi les travailleurs, au bénéfice de l'un des deux candidats réactionnaires à la présidence de la République », en réplique à une information parue dans un quotidien parisien du soir faisant état de contacts pris entre les représentants de la C.G.T. au Conseil économique et social et ceux de M. Poher en vue du deuxième tour de scrutin.

L. C.G.T. proteste « contre de tels procédés indignes d'un journal se réclamant d'une information sérieuse » et rappelle « qu'elle a dénoncé les candidatures « Poher » et « Pompidou » comme deux variantes d'une même politique antisociale et qu'elle n'a pas l'intention de modifier sa position ». « La C.G.T., ajoute le bureau, a stigmatisé la responsabilité de ceux qui ont empêché la candidature unique de la gauche. Elle poursuit ses efforts pour que dès le premier tour de scrutin, les travailleurs émettent un vote conforme à leur intérêts économiques et sociaux et à leurs aspirations unitaires, avec la volonté que la gauche soit présente au deuxième tour. »

Il vous arrive d'être outré ou, au contraire, satisfait de certaines émissions de télévision et de radio.

Pourquoi garder pour vous votre opinion ?

Votre journal, « La Marseillaise », est là pour publier votre avis.

Ecrivez - lui.

# Quatre réponses mais une seule solution

NOTRE confrère « La iVe Française », le plus important financier français, a interrogé les quatre candidats, Jacques Duclos, Gaston Defferre, Georges Pompidou et Alain Poher sur leur programme et en particulier, bien sûr, leur programme économique.

Que disent-ils ?

## ◆ LA DEVALUATION

Pompidou et Poher ne la repoussent pas. Pour Poher, « il paraît souhaitable que des négociations soient rapidement entreprises pour définir, en accord avec nos amis, les bases d'un assainissement international des relations monétaires ».

C'est-à-dire, sous un vocable moins prudent, une dévaluation d'ensemble.

Pompidou : « Si nous réussissons mal, il faudrait dévaluer le franc et cette dévaluation serait ratée. Il faut donc réussir. Quant au niveau des parités monétaires, je ne suis pas opposé à leur réexamen. »

Là aussi donc, dévaluation concertée.

Gaston Defferre ne se prononce pas et attend un bilan. Seul Jacques Duclos indique :

« Je suis opposé aux manipulations monétaires qui enrichissent les spéculateurs au détriment de la population laborieuse. Une nouvelle dévaluation dégraderait encore la situation des titulaires de revenus fixes, notamment des obligataires et rentiers, qui ont toujours été sacrifiés aux puissances d'argent. Nous n'acceptons pas plus le pillage de l'épargne que l'aggravation de l'exploitation des travailleurs. »

## ◆ L'EUROPE

Pompidou, Poher et Defferre se prononcent pour la poursuite de la politique du Marché Commun qui jusqu'ici, soumise à la lutte féroce des grands groupes capitalistes, n'a fait qu'agrandir les disparités au détriment des différentes économies nationales.

Pompidou, par rapport à la Grande-Bretagne indique : « En se rapprochant du continent, la Grande-Bretagne ne peut être purement et simplement un septième membre de la Communauté. »

Seul, encore, Jacques Duclos pose le véritable problème, celui du contenu du Marché Commun et de « pour qui il est fait » :

« Partisans résolus de l'extension des rapports économiques entre tous les pays, sans discrimination, nous souhaitons que soient substitués aux blocs militaires la détente internationale et la sécurité collective de tous les pays européens. Nous prenons acte que le Marché Commun existe. C'est un fait. Mais il faut bien constater qu'il est devenu la proie de groupes financiers multinationaux, américains autant plus qu'européens, qui conduisent notre pays à la vassalité, au bout de laquelle il y a toujours l'appauvrissement. Nous nous prononçons pour une Europe indépendante, pacifique et prospère, ce qui signifie, bien évidemment, que nous voulons voir les institutions technocratiques actuelles remplacées par une large démocratisation. »

## ◆ UN PLAN DE DEVELOPPEMENT

Gaston Defferre réclame que soit assuré le développement des industries et des entreprises exportatrices, que les charges improductives soient diminuées.

Pompidou et Poher réclament avec un ensemble touchant « l'allègement des charges diverses qui pèsent sur les entreprises françaises ». C'est cet « allègement » que n'ont cessé de pratiquer le centrisme, puis le gaullisme, depuis 1947 et dont les puissants groupes sont curieusement les seuls bénéficiaires, tandis que les petits et moyens commerçants et industriels sont, quant à eux, alourdis de charges et d'impôts.

Encore une fois, seul Jacques Duclos présente la seule

solution. Et l'on peut chercher, il n'y en a pas d'autres. Elle est basée sur des nationalisations et l'augmentation de la consommation intérieure.

« Dans un pays développé comme le nôtre, le développement économique forme un tout. Les petites et moyennes entreprises — auxquelles nous voulons assurer une aide effective — ainsi que notre agriculture, doivent pouvoir s'appuyer sur une vigoureuse expansion de la consommation populaire et de la production, grâce à une modernisation efficace des secteurs clés, aujourd'hui monopolisés. C'est pourquoi nous préconisons la nationalisation progressive d'un certain nombre de groupes décisifs, assujettis aujourd'hui au grand capital financier cosmopolite.

Nous proposons une profonde réforme de la fiscalité, qui améliorera la situation des salariés, y compris des cadres et des petites et moyennes entreprises. Nous préconisons un plan de développement économique et social auquel seront associées les grandes organisations professionnelles.

A la participation des travailleurs et des usagers à la gestion du secteur nationalisé et l'extension des attributions des comités d'entreprise favoriseront alors sans aucun doute l'essor de notre économie et aideront, face à l'émulation internationale, à améliorer ses capacités concurrentielles. »

## ◆ LA FISCALITE

Là, Pompidou et Poher disent qu'il n'y a pas d'illusion à se faire. Poher : « Il n'est pas possible d'envisager un allègement instantané et même rapide de la charge fiscale. » Pompidou : « Quant aux dépenses de l'Etat, c'est une illusion de croire que l'on peut réaliser des abattements massifs dans le budget. »

Jacques Duclos, là aussi, définit le caractère de l'impôt et s'interroge sur qui pèse la charge fiscale.

« Nous estimons que la fiscalité qui frappe les travailleurs et retraités, et celle qui accable les entreprises indépendantes, est beaucoup trop lourde. Nous préconisons d'alléger l'impôt sur le revenu des petits et moyens contribuables, de réduire les taxes qui pèsent sur les produits de grande consommation, d'exonérer de la TVA l'artisanat et le commerce de détail.

En contrepartie, nous préconisons un impôt à taux progressif sur les impôts réels regroupés des très grands groupes de sociétés. »

## ◆ LES CLES DE LA REALISATION

Seul enfin Jacques Duclos donne non seulement un programme différent, mais les clés de sa réalisation. Pour l'essentiel ce sont les nationalisations.

Pompidou et Poher y sont violemment opposés. Bien entendu.

Pompidou : « En dehors des communistes, je doute que l'on puisse souhaiter de nouvelles nationalisations. »

Poher : « Il me paraît tout à fait exclu que nous devions recourir à la nationalisation. »

Duclos, lui, indique :

« Nous préconisons la nationalisation des grandes banques privées dans le respect effectif des droits des déposants. Nous proposons d'étendre fermement, par étapes, le secteur nationalisé aux branches monopolisées par un seul ou quelques groupes. Comme je l'ai dit, nous entendons instaurer une gestion démocratique du secteur nationalisé, avec la participation des travailleurs et des usagers. Il n'est pas dans nos intentions de nationaliser les petites entreprises ni la petite propriété privée, fruit du travail et de l'épargne. »

En effet, rien ne se fera, rien ne pourra se faire à présent en France, qui conduise à un changement, qui nous fasse sortir de la crise économique grave où nous nous enfonçons, sans que soit desserrée, dans un premier temps, l'emprise néfaste des monopoles sur notre économie.

Sans la nationalisation de grands secteurs industriels, financiers, d'échange, tout continuera comme avant. C'est une certitude et toute la démagogie des Pompidou et Poher ne pourrait longtemps masquer cette réalité.

Robert DUBROU

une certaine importance. Il n'est qu'à voir ce que sont les municipalités dirigées par les communistes ou avec leur appui, et ce que sont celles qui sont dirigées par des coalitions « centristes »... comme par exemple Marseille où le centre va jusqu'à la droite.

x x x

Pour le maire de Marseille, il faut éviter le gaspillage et « libérer l'homme ».

« La libération matérielle, la libération intellectuelle pour les vieux, c'est la sécurité, pour les jeunes c'est la possibilité de donner des chances égales à tous, c'est-à-dire l'espérance dans l'avenir ».

Quant aux moyens de parvenir à cette libération, il ne les a pas précisés. Plus question en tous cas de nationaliser les secteurs clés de l'économie. Les représentants des monopoles pourront donc continuer à faire pression sur le gouvernement même s'il est animé des meilleures intentions. En spéculant sur la monnaie par exemple.

Et les électeurs qui, votant pour Defferre, croiraient voter pour une politique, risquent fort, les élections passées de voir le gouvernement faire « le contraire de ce qui a été annoncé pendant la période électorale » pour reprendre ses propres termes.

x x x

A Europe N. 1, Gaston Defferre s'est encore révélé comme le candidat de la division. Comme un auditeur lui demandait s'il se désisterait pour Jacques Duclos au cas où celui-ci arriverait second derrière Pompidou, il a prétendu que « ce serait le meilleur moyen de faire élire Pompidou, car la majorité des Français ne veut pas d'un régime comme celui existant en Tchécoslovaquie ».

Derrière le prétexte de la Tchécoslovaquie, décidément bien utilisé maintenant il reste que Gaston Defferre préconise « pour empêcher Pompidou d'être élu », de réduire le nombre de voix du candidat de la gauche qui lui serait opposé. Curieuse dialectique !

Il serait étonnant que les électeurs socialistes le suivent. Au premier tour déjà d'ailleurs, pour que la gauche soit présente jusqu'au bout, ses voix doivent se bloquer sur Jacques Duclos.

## Les aveux de M. POMPIDOU

« Certains déversent des promesses de bonheur, a déclaré, hier M. Pompidou à Nice. Moi, je ferai de mon mieux, avec mon expérience de la chose publique, mais je sais ce que je puis faire car je n'aurai pas de problème de majorité. »

Ce qui signifie en clair que M. Pompidou désire continuer, s'il est élu, la même politique (avec la même assemblée) que celle qui a conduit au départ de de Gaulle...

A propos des problèmes sociaux, M. Pompidou a reconnu que « Malgré les progrès faits depuis 10 ans » en matière sociale, la France est en retard dans la résolution des problèmes qui affectent la vieillesse, les retraites et les handicapés.

M. Pompidou a ensuite admis que « l'ensemble des dispositions prises ces temps derniers (à l'égard des travailleurs indépendants et des commerçants) est devenu insupportable. »

Concernant la fiscalité, il a qualifié de « justifiés » les mécontentements exprimés et s'est déclaré partisan de la suppression totale de la taxe complémentaire du salaire familial et de la révision du taux des impôts sur les bénéfices. Il a conclu ainsi sur ce chapitre : « Lorsque je fais une promesse, j'en ai toujours chiffré le coût et je suis en mesure de la tenir. »

M. Pompidou est peut-être en mesure de tenir ses promesses mais il ne les tient pas. Et l'on ne peut que s'étonner de voir l'ancien Premier Ministre reconnaître que les difficultés des travailleurs sont devenues « insupportables », cela, comme par hasard, au moment de la campagne électorale...

M. Pompidou passerait-il aux aveux ?

## La parabole de l'auto-stoppeuse

« Il est impensable que la France se conduise comme une auto-stoppeuse qui monte dans une auto dont elle ne connaît pas le conducteur », a dit M. Pompidou, jouant à Montpellier le sexagénaire dragueur.

Mais ne serait-il pas encore plus surprenant que la France monte, ou plutôt remonte, dans une auto dont elle connaît trop bien le conducteur parqu'il l'a courtisée pendant six ans ?

# LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

## Alain POHER : un programme ou le "dictionnaire des idées reçues" ?

« Tel est l'esprit nouveau qui doit animer les institutions », a conclu, l'air heureux de sa petite révolution accomplie, Alain Poher exposant les douze points de ce qu'il a décidé d'appeler son programme. « Esprit nouveau » ? On croirait à une bonne blague si l'on ne savait le Président intérimaire absolument allergique à toute forme d'humour. Dans ce « dictionnaire des idées reçues » que constitue ce qu'on se dépêche un peu partout de baptiser programme de gouvernement, ce qui paraît d'abord remarquable, c'est l'imprécision constamment recherchée des termes, le soin avec lequel est répandue la nappe de brouillard sur ses intentions profondes.

En douze points, en effet, qui vont de « l'organisation de la paix » aux « institutions », en passant par la « construction de l'Europe », la « justice sociale pour tous », la « défense des libertés » et quelques autres grandes têtes de chapitre, M. Poher, spécialiste du « flou artistique », s'efforce de rassurer tout le monde, multipliant ainsi promesses et déclarations d'intentions évidemment généreuses. Mais, dira-t-on, c'est toujours ça de gagné, et c'est tout de même un progrès par rapport à ce qui existait, que de voir un candidat promettre la « justice sociale » et du « travail pour les jeunes », la promotion féminine et le développement des logements sociaux.

### Les deux « P »

Voire ! Ce serait donc admettre que Pompidou est lui aussi un homme de progrès, car enfin il ne promet pas autre chose, et les voit-on, l'un ou l'autre, tenter de se faire élire en s'engageant à opérer un joyeux « tour de vis » ? Car, pour l'ensemble, les « programmes » de l'un ou l'autre des deux « P » ne diffèrent guère, sur le plan des promesses, d'un avenir apaisé et bénéfique pour tous. Et pas plus dans l'un que dans l'autre, on ne saurait, même en cherchant bien, trouver la moindre allusion aux mesures à mettre en œuvre pour assurer cette « justice sociale », remède à tous nos maux.

C'est ainsi que M. Poner ne voit le renouveau de l'économie que dans la « révision et l'élimination progressive des dépenses improductives de prestige », ou « la prise en charge au niveau de l'Europe de certaines dépenses ». Pas un mot,

et pour cause, sur les nécessaires nationalisations, pas question d'avanture de frapper les super-bénéficiaires des grandes sociétés. Et dès lors, à qui ferait-on croire qu'on peut, dans le même temps, continuer à laisser prospérer tous ceux qui exploitent le pays et donner satisfaction à la masse des Français qui pâtissent de cette exploitation ?

C'est assez dire le caractère purement démagogique de telles promesses, et que le nom de « programme » donne à cette déclaration exclusivement électoraliste ne devrait tromper personne.

### Politique étrangère

De même, il faut noter que, vague à plaisir sur son « programme social », M. Poher a été, au contraire, des plus précis en ce qui concerne ses options de politique étrangère : « La France, a-t-il dit, trouvera la garantie de son indépendance et de sa sécurité dans une alliance atlantique retrouvée », et plus loin, « la France a besoin de l'Europe comme l'Europe a besoin de la France ». Et quelle Europe ? celle des trusts, puisque M. Poher l'envisage comme le moyen d'une « réglementation et d'un contrôle des concentrations d'entreprises ».

### « A la soupe »

Un fait enfin, donne la mesure de la concordance des « programmes » de Poher et Pompidou : M. Alain Poher s'est bien gardé, tout au long de ses « douze points », de la moindre allusion à une éventuelle dissolution de l'actuelle « chambre introuvable » des députés. Et pour cause, c'est avec ces députés-là, avec les gaullistes, bien décidés à aller, selon une formule célèbre, « à la soupe centriste », qu'il entend appliquer son programme. Son programme « atlantique », à coup sûr, mais son programme « social », il nous sera au moins permis d'en douter. Cela seul éclaire sur la sincérité des déclarations du candidat Alain Poher, prêt à toutes les promesses pour rafler les voix des petites gens, et à toutes les compromissions, les élections passées et le mandat en poche, pour s'accrocher à son poste.

Emile BRETON

## KRIVINE et ROCARD candidats de diversion et de division

KRIVINE et Rocard, sont les deux candidats de la diversion gauchiste, qui se partagent avec Gaston Defferre le triste privilège d'être les candidats de la division de la gauche.

Alain Krivine, avant même son intervention d'hier à la T. V. a présenté lundi soir son numéro salle Saint-Georges dans notre ville, en présence de quelques centaines de jeunes gens dont certains membres de groupes rivaux, le contestaient avec force, au point qu'ils quittaient la salle, puis dans le hall échangeaient des horions avec les « gros bras » du candidat.

C'est d'ailleurs sur un fond de coups sourds et de hurlements, atténués par les portes closes que s'est déroulée son intervention.

M. Krivine on le sait même essentiellement sa campagne contre le Parti Communiste Français, avec les arguments relevant souvent d'une ignorance totale de la réalité ou de l'afabulation pure et simple. Ainsi alors que jusque dans la dernière période, il affirmait un mépris total des revendications salariales et autres, ne considérant que la « révolution socialiste », il prétend que la CGT aurait abandonné en mai 1968 la revendication de l'échelle mobile qui a toujours été sa préoccupation constante !

M. Krivine n'a que faire de l'union des forces démocratiques, il propose d'emblée la « lutte pour le socialisme » à ses maigres troupes disparates et petites bourgeoises auxquelles il fait d'ailleurs un vif plaisir en reprimant contre l'Union Soviétique et les pays socialistes, les calomnies les plus écoulées des pires ennemis du socialisme, traitant les communistes français de « réformistes » et autres aménités.

Ce médiateur faussaire évoque le combat héroïque des révolutionnaires cubains, des révolutionnaires vietnamiens. Il oublie simplement de signaler que dans les deux cas ce combat s'est identifié avec les aspirations de la majorité des peuples en question, (aspect que, partisan des « minorités agissantes », il méprise complètement). Et naturellement il passe sous silence l'aide constante et considérable, économique et militaire fournie par l'URSS et le camp socialiste aux deux admirables nations aide qui garantissent leur indépendance et assure immédiatement (ou à terme pour le Vietnam) la construction du socialisme.

Mais peu importe à celui qui participait précisément aux côtés de Rocard et Mendès-France à la parade anticomunisme de Cluses, et qui se fit remarquer par ses déclarations de

M. Krivine aime la révolution. Mais lorsqu'elle est vaincue, écrasée, comme se sont parvenus en Indonésie par exemple. Il ne la reconnaît plus lorsqu'elle est victorieuse.

Enfin le personnage s'est montré curieusement fort discret quant aux signatures qui lui ont permis d'être candidat. On sait que les trotskystes s'étaient adressés « à tous les partis sans exception ». M. le Dr. Moron, député UNR a rappelé qu'il lui avait accordé son parrainage à la demande de 400 militants gaullistes.

Krivine prétend avoir refusé cette caution compromettante.

Nous le mettons au défi de publier la liste des personnalités l'ayant soutenu.

M. Michel Rocard lui, volant sur les traces de Gaston Defferre a fait acte de candidature alors que le Congrès l'Alfortville venait de claquer la porte à l'unité de la gauche.

Cet inspecteur des Finances ancien collaborateur de Giscard d'Estaing, bavarde à perte de vue sur le « socialisme », en passant sous silence le contexte actuel. Lui aussi fait essentiellement de l'anticommunisme et hier soir à la T. V., il a mensongèrement déformé la position du Parti Communiste Français à ce propos. Il est vrai qu'il était avec Krivine, Defferre, Mendès et quelques autres de ces irresponsables qui affirmaient l'an dernier que « le pouvoir était à prendre » ! Il a lui aussi stimulé et approuvé les exactions de certains provocateurs qui en mai juin 1968 firent si bien le jeu du pouvoir gaulliste.

M. Rocard feint d'ignorer que le socialisme est impossible si la grande majorité du peuple n'est pas persuadé de sa valeur, si elle ne le soutient pas, si elle ne se rassemble pas dans l'action quotidienne contre les monopoles capitalistes dans un vaste concours d'alliances.

Cet homme qui réservait toutes ses attaques à la CGT et au Parti Communiste Français criait l'an dernier « élections, trahison » puis il a préconisé le boycott et l'abstention au référendum du 27 avril, où il prévoyait une écrasante victoire gaulliste (!).

Battu dans son propre parti, il est aujourd'hui candidat et sa mission est visiblement d'empêcher que la gauche soit présente au second tour de l'élection présidentielle.

Seul Jacques Duclos incarne face aux diviseurs et par le force des choses l'union de la gauche.

## Meurtre à la banque : Il tue sa femme à coups de revolver

Un drame s'est produit à 15 heures à la succursale d'une banque, 316, rue de Vaugirard (15<sup>me</sup>). Un couple de clients s'était rendu à la salle des coffres. Une discussion a éclaté entre eux. L'homme a tiré quatre coups de pistolet sur la femme. Il a ensuite retourné l'arme contre lui-même.

« Nous étions descendus dans les sous-sols du Crédit Lyonnais avec M. et Mme Dherbomez pour procéder à l'inventaire de leur coffre, raconte M. Alain Ribera, clerk d'avoué chez Me Sariac, un des témoins du drame. M. et Mme Dherbomez, qui étaient en instance de divorce, ont eu alors une vive discussion. Le mari aurait voulu qu'on l'autorise à emporter les bons du Trésor contenus dans le coffre, tandis que sa femme, ma cliente, s'y opposait. M. Dherbomez a alors brandi un revolver et tiré quatre coups de feu en direction de sa femme. Deux balles ont frôlé la tête du clerk de notaire, tandis que Mme Dherbomez, blessée, s'est effondrée sur moi avant de tomber à terre. M. Dherbomez l'a alors achevée froidement à bout portant avant de détourner l'arme contre lui. Tout s'est déroulé trop rapidement pour que nous puissions intervenir. »

### ◆ IL SE TUE EN TOMBANT D'UNE FALAISE

Un jeune homme de 18 ans, demeurant à Nanterre, s'est tué avant-hier soir, en tombant de la falaise de Donville-les-Bains, dans la Manche.

Alors qu'il se trouvait presque au sommet de la falaise qu'il escaladait en compagnie d'un camarade, le jeune homme fit un chute et alla s'écraser sur les rochers en contrebas. Il fut tué sur le coup.

### ◆ UNE FILLETTE BRULEE VIVE SUR L'AUTOROUTE A 7

Une fillette de 6 ans a péri brûlée vive dans une automobile, l'autre nuit, sur l'autoroute A-7 à Saulce (Drôme). Alors qu'une longue file de véhicules circulait en direction du Nord, un ralentissement soudain du trafic a provoqué le carambolage de plusieurs voitures. L'une d'elles, conduite par M. Pierre Voyer, 29 ans, ingénieur, demeurant à Draveil (Essonne), prit feu. Si le chauffeur, son épouse et Anne, une fillette de 7 ans, plus ou moins sérieusement blessés, purent être retirés à temps par des témoins, une seconde fillette, Sylvie, 6 ans, est morte dans le brasier.

Dans l'automobile qui précédait celle de M. Voyer, les deux occupants ont été sérieusement blessés. Il s'agit de MM. Georges Launoy, 55 ans, d'Aix-en-Provence, et Maurice Launoy, 47 ans, demeurant à Toulon.

### ◆ A PROPOS DU VACCIN CONTRE LA RUBEOLE

A la suite d'une information parue le 23 avril concernant le vaccin contre la rubéole, l'Institut Pasteur nous précise que le professeur Lépine est chef du service des virus et non chef du service des vaccins.

### ◆ « CONCORDE » : DOUZIEME VOL

Poursuivant ses essais en vol, dont la deuxième série a débuté vendredi dernier, « Concorde » a décollé hier après-midi de l'aérodrome de Toulouse-Blagnac.

Au cours de ce nouveau vol — le douzième depuis le 2 mars — le prototype de l'avion supersonique franco-britannique a effectué des présentations à basse altitude — 400 mètres environ — au-dessus de la grande piste de l'aérodrome et dans les deux sens de celle-ci.

### ◆ MARCANTONI : UN OUBLI FACHEUX

François Marcantoni a été à nouveau extrait hier après-midi de sa cellule à Versailles pour être conduit devant le juge Patard qui lui a notifié un rapport d'expertise du professeur Ceccaldi.

Dans ses lettres accusatrices, Stéfan Markovic, comme moyen d'identification de Marcantoni, avait signalé la présence d'une large cicatrice sur la face postérieure de sa tête. « Ce n'est pas possible que Markovic ait pu la voir, avait répondu Marcantoni. A l'époque, grâce à un implant artificiel, mes cheveux avaient repoussé et la cicatrice était endessous. »

Ce que l'expertise a révélé, c'est qu'entre temps, Marcantoni s'était fait faire un deuxième implant de cheveux.

Ceci est pour le moins fâcheux pour lui car il avait « négligé de préciser au magistrat cette deuxième implantation qui, maintenant dissimule une cicatrice qu'à l'époque Markovic a pu voir. Cet élément intervient à la veille de l'audience de la Chambre des mises en accusation qui statuera demain à Paris sur la demande de mise en liberté provisoire de Marcantoni.

### ◆ LE CRIME DE LA PENTECOTE A LA MOUNINE : LE MYSTERE DEMEURE

AIX (C. P.) — Le mystère demeure encore entier sur

## Comment gagner 2 000 F par mois et plus...

### EN DEVENANT PROGRAMMEUR QUALIFIÉ

290 000 carrières auront été créées en Europe en 1972 par l'avènement de l'ère de l'ordinateur. SOYEZ PRÊTS ! Notre cours de programmation par correspondance est la préparation idéale pour tous ceux qui veulent gagner plus. Le cours prépare à être programmeur sur ordinateur IBM 360. Il n'est pas destiné à n'importe qui : il faut avoir terminé le premier cycle de l'enseignement secondaire. Pour information, adressez ce jour le bon ci-dessous à :

**ADVANCE INSTITUTE** COMPUTER DIVISION  
5 RUE D'ARTOIS PARIS 8

Bon : Documentez-moi sans aucun engagement.

NOM .....  
ADRESSE .....  
LOCALITÉ .....  
PROFESSION ..... AGE .....  
TÉLÉPHONE ..... M 285

### ◆ UN « JODEL » S'ECRASE A L'ATTERRISSAGE : UN MORT, UN BLESSE

Un « Jodel » s'est écrasé avant-hier soir à Rolampont (Haute-Marne), l'accident a fait un mort et un blessé.

Le petit appareil s'appretait à atterrir sur le terrain de l'Aéro Club Langrois à Rolampont lorsqu'il s'est écrasé au sol à la suite d'une panne de moteur.

Le passager a été tué sur le coup. Le pilote est grièvement blessé.

### ◆ LE HOLD-UP DE VENISSIEUX : 70.000 FRS DE BUTIN

Après vérification des comptes, la direction du super-marché « Carrefour », de Venissieux a pu préciser au début de l'après-midi que les auteurs du hold-up commis dans la nuit de dimanche à lundi n'avaient trouvé dans l'armoire blindée découpée au chalumeau qu'une somme de 70.000 fr.

Une estimation faite avant-hier par le directeur, uniquement d'après les sacoches vides abandonnées par les voleurs, le chef comptable étant absent, avait laissé craindre que le butin ne fut de l'ordre de 500.000 francs.

### ◆ PARIS : LA MORTE PORTAIT DES TRACES DE STRANGULATION

Dans sa chambre du quatrième étage d'un modeste hôtel situé rue d'Aboukir, dans le quartier Bonne-Nouvelle, Mme Roberte Bonheur, 40 ans, mère de deux enfants, âgés de 15 et 18 ans, a été trouvée morte hier matin.

Alertée à 9 heures par la gérante de l'hôtel, étonnée de ne pas avoir vu sa cliente à cette heure comme à l'accoutumée, la police devait découvrir la locataire, étendue sans vie, sur son lit. Le médecin et le commissaire du quartier du Mail ont décelé des marques profondes de strangulation, à la base du cou.

Souvent avant les fêtes, Roberte Bonheur s'attardait dans les bars et il lui arrivait de regagner son hôtel en compagnie d'amis d'un soir.

### ◆ ALAIN DELON CONDAMNÉ A ROME

Alain Delon et deux de ses amis ont été condamnés respectivement à quatre mois de prison ferme par le tribunal de Rome, à la suite d'une plainte déposée, au mois de mars dernier par un photographe d'un quotidien de la capitale.

La plainte fut portée à la suite d'une altercation qui opposa le photographe à l'acteur et deux de ses amis dans un restaurant du centre de la ville éternelle.

Le juge du tribunal de Rome a refusé les sursis à Delon et à ses amis. S'ils reviennent en Italie, tous trois seront immédiatement arrêtés.

Le ministère public avait demandé pour sa part, que l'acteur et ses « gardes du corps » soient condamnés simplement aux dommages et intérêts.

### ◆ UN ENFANT DE 10 ANS SE TUE EN TOMBANT D'UN TOIT

Un enfant de dix ans, fils d'un ouvrier portugais, a fait hier matin à Champigny (Val-de-Marne) une chute mortelle d'une dizaine de mètres en tombant d'un toit sur lequel il était monté pour pourchasser des moineaux.

### ◆ CARAMBOLAGE TRAGIQUE

Mais peu importe à celui qui participait précisément aux côtés de Rocard et Mendès-France à la parade anticommuniste de Charléty en juin 1968, qui devait porter à la gauche un coup aussi grave, que le dernier en date asséné par le congrès S.F.I.O. d'Alfortville.

Cette fois comme la précédente Krivine et ses complices ont fait le jeu de la droite qu'ils feignent de combattre.

## Julien LIVI à Jacques DUCLOS : "Depuis toujours tu as été un syndiqué fidèle et actif"

**JULIEN LIVI, secrétaire général de la Fédération C.G.T. de l'Alimentation, a adressé une lettre à Jacques Duclos, une lettre dans laquelle il déclare notamment :**

« Face aux cris de dépit et aux sarcasmes inquiets des adversaires de l'unité et des changements heureux, face aux affirmations sonores et creuses de ceux qui rêvent, une fois de plus, d'abuser les travailleurs, permets-moi de te faire part de l'émotion et de la fierté que je ressens personnellement et en tant que secrétaire général de la Fédération C.G.T. des travailleurs de l'alimentation, en te voyant candidat à la présidence de la République.

L'honneur qui t'a été ainsi fait rejait sur nous tous, sur notre fédération car, depuis ton plus jeune âge, lorsque tu commenças ton dur travail de jeune ouvrier pâtissier, tu es un syndiqué fidèle et actif.

Si je ne m'abuse, de tous les candidats, y compris ceux qui bavardent sur le socialisme et la révolution, tu es le seul à avoir ta carte syndicale.

Avec les travailleurs de nos professions, te revis les efforts patients et tenaces que tu n'as cessé de déployer pour renforcer l'unité et l'union des travailleurs, pour développer leur action et faire ainsi aboutir les revendications et les aspirations de ces hommes et de ces femmes dont tu connais

si bien, pour les avoir partagées, les difficultés et les espérances, les peines et les joies.

Comme je comprends cher camarade Duclos, la colère des serviteurs du capital, des ennemis de la classe ouvrière, face aux dures vérités que tu leur assènes, ainsi que la gêne honteuse de ceux qui par leur refus d'une candidature unique des forces de progrès, de démocratie et de paix, ont, à la grande satisfaction de la réaction, durement déçu les travailleurs et les masses populaires aspirant aux profonds changements dont la victoire du 27 avril confirma la possibilité.

Et pourtant, je suis sûr que tu aurais été encore plus heureux si tes efforts, ceux du Parti Communiste Français, ceux de la C.G.T. et d'autres encore, avaient abouti à un accord sur une candidature unique des organisations démocratiques et syndicales, défendant un programme dans lequel les revendications ouvrières et populaires auraient eu toute leur place.

Sois cependant persuadé que si les travailleurs et notamment ceux de nos professions jugent sévèrement ceux qui, une fois encore, par peur de s'attaquer au capital, n'ont pas permis que l'union se réalise, cette exigence grandit et se renforce chaque jour. »

Lucien PUCCIARELLI

AIX (C. P.) — Le mystère demeure entier sur l'assassinat de Lucette Cosson, dont le cadavre fut découvert lundi matin vers 7 h. 30, par les gendarmes, sous une tente en bordure de la Nationale 8 et qui était l'habitation de fortune de al victime.

L'enquête menée conjointement par les gendarmeries d'Aix et de Septèmes, l'autopsie pratiquée lundi après-midi, l'état de décomposition du corps, ont permis d'établir que le crime remontait à deux ou trois jours en arrière.

De même les témoignages recueillis ont confirmé que Lucette Cosson habitait ce lieu depuis six mois et demi environ. Elle était originaire de Paris, ville dans laquelle elle avait effectué plusieurs séjours dans des hôpitaux psychiatriques. L'enquête a pu établir également que la victime n'était pas fichée dans les services de police comme prostituée. Il semble donc que la malheureuse a pu être victime d'un suicide.

## A SAINT-MARTIN-DE-CRAU

La Pentecôte s'est terminée de tragique façon sur les routes d'Arles. Dans la soirée de lundi, vers 22 h. 30, sur la N. 113, à proximité de St-Martin-de-Crau, une 404 conduite par M. Georges Saint-Pierre, 44 ans demeurant à Montpellier a heurté à la suite d'un dépassement, une caravane et un camion qui venaient en sens inverse. Sous les chocs successifs, la 404 a fait un tête à queue et est venue heurter une 2 cv. Les véhicules se sont retrouvés dans le fossé.

De la 2 cv, on devait retirer le conducteur M. Davin 25 ans, demeurant à Marseille, qui devait succomber quelques instants après, son épouse Michèle, 22 ans blessée sérieusement, a été hospitalisée à Arles.

Dans la 404, quatre blessés : le conducteur, son épouse et ses deux filles Francine et Michèle, tous hospitalisés. C'est la gendarmerie de St-Martin qui s'est rendue sur les lieux.

# JACQUES DUCLOS au 2<sup>me</sup> tour POURQUOI PAS ?

**PARLONS compétitivité, voulez-vous ?**

La victoire de la gauche aux présidentielles serait, chacun le sait, une certitude si nous avions un programme commun et un candidat unique désigné d'un commun accord. Mais en raison des décisions du Congrès S.F.I.O. d'Alfortville, la gauche se présentant avec plusieurs candidatures, a moins de chances d'être représentée au second tour des présidentielles. La loi ne permettant le maintien que des deux premiers du premier tour.

D'autant que le retour à l'orientation « centriste » décidée au Congrès S.F.I.O. et les avis favorables qui y ont été prodigués à l'encontre du réactionnaire Poher, ont davantage encore aggravé cette situation. Des électeurs de la gauche non communiste étant de ce fait encouragés à voter Poher dès le premier tour.

Pour la gauche, donc, l'absence d'union et de candidature unique a rendu la compétitivité pour la présidence plus difficile, c'est vrai ! Mais d'ici le 1er juin, bien des choses peuvent encore évoluer.

**LE combat de clarification mené essentiellement par le Parti Communiste Français pour démystifier la candidature Poher** (sans pour autant ménager en quoi que ce soit Pompidou, bien au contraire) n'est-il pas en train de porter quelques fruits ? Les derniers sondages annoncent, et ce n'est pas un hasard, un net recul de Poher, un net accroissement des voix pour Jacques Duclos, un léger progrès (et ce n'est pas contradictoire) de Defferre.

Si tout devenait parfaitement clair d'ici le 1er juin, le score de Poher ne devrait pas atteindre beaucoup plus que celui de Lecanuet aux présidentielles de 1965, soit 15 % et peut-être moins, car des amis d'hier de Lecanuet sont avec Pompidou en ce moment. Nous n'en serons certainement pas encore là ce dimanche, mais nous pouvons encore ouvrir bien des yeux.

**SI, à gauche, un candidat peut encore arriver dans les deux premiers dimanche prochain, chacun convient qu'il ne peut s'agir de Rocard, ni même de Defferre.**

Nous avons eu l'occasion de démontrer qu'il est impossible à Defferre, même avec le secours de Mendès-France, d'atteindre le total des suffrages obtenus nationalement aux plus beaux jours de la défunte F.G.D.S. (que notre P.C.F. dépassait déjà).

Ceci pour quatre raisons : le lâchage du Parti Radical qui soutient Poher ; le conflit ouvert entre la S.F.I.O. et les Conventionnels ; le fait que la conception defferriste du « centrisme » amène une partie des électeurs socialistes (tels ceux de l'Aude) à voter Poher le 1er juin ; le fait que bien des électeurs socialistes voteront pour l'union de la gauche dès le premier tour sur le nom de Jacques Duclos.

**ET JACQUES DUCLOS ?**

Pourquoi devrait-il obtenir moins que les 20 à 25 % des suffrages qui se sont portés sur les candidats communistes dans toutes les consultations de cette dernière période ?

De plus, il est notoire que de très nombreux électeurs de la gauche non communiste et partisans de l'union vont, eux aussi, lui accorder leurs suffrages dès ce 1er juin par fidélité à leur sincère idéal de socialistes et de radicaux.

A t-on songé aussi que dans les millions de voix qui se portaient sur le nom du Général de Gaulle, une masse importante de françaises et de français, de simples gens, n'avaient absolument aucune espèce de sympathie pour la Banque Rothschild et autres groupes monopolistes de la hau-

te finance et de la grande industrie. Ne va-t-il pas y avoir parmi eux une certaine redistribution politique des suffrages, même si est encore trop fraîche la disparition politique du général ?

Et pour qui aujourd'hui pourraient-ils voter ceux qui depuis 1958, et hier encore votaient de Gaulle, surtout par réaction contre les attitudes basement politiciennes, si ce n'est pour le candidat communiste qui lui, représente autre chose ?

**DONC** si le courant actuel de clarification monte encore il n'est nullement utopique de voir Jacques Duclos arriver second le soir du 1er juin.

« Oui, mais !... Répondent de bonnes âmes... Il serait fatalement battu au second tour. »

Ce serait encore à voir...

D'abord si Jacques Duclos parvenait à un tel résultat au premier tour ce serait un résultat formidable (aussi formidable que le succès du NON le soir du 27 avril).

Ce serait une nouvelle et spectaculaire expression de l'aspiration populaire au changement et à l'union.

Nous aurions alors atteint une situation nouvelle d'une exceptionnelle qualité, avec certes de nouveaux problèmes à résoudre que nous ne craignons nullement d'aborder et que nous souhaitons d'affronter.

Car si se trouvaient en tête à tête Pompidou (ou Poher) et Jacques Duclos, pourquoi donc les électeurs non communistes mais aspirant au changement, ne reporteraient-ils pas leurs suffrages sur notre camarade afin de battre Pompidou ?

**CERTAINS** politiciens s'efforcent d'accréditer l'idée que les électeurs communistes, eux, devraient et pourraient nécessairement faire abstraction de leurs sentiments à l'égard du réactionnaire Poher et voter au second tour pour celui-ci s'il restait en tête à tête pour le 15 juin, avec Pompidou... mais en même temps ce serait, paraît-il, une anomalie grossière, voire une absolue impossibilité d'espérer le report des voix de gauche non communistes ou d'autres électeurs qui veulent le changement sur le nom de Jacques Duclos.

Mais entre le calcul de ces politiciens et le bon sens populaire il y a de la marge. D'autant que les masses populaires peuvent être assurées que Jacques Duclos répondrait, lui, fidèlement à leurs aspirations comme à ses propres engagements pour le changement et pour l'union des forces démocratiques et nationales. Alors que Poher, fidèle à son passé et à son idéal réactionnaire renierait vite ses engagements devant le peuple, et gouvernerait avec Pompidou et les siens.

**CES** éléments de réflexion peuvent paraître inutiles à certains et utopiques à d'autres. Ils évoquent cependant la possibilité réelle du sommet maximum de succès dans notre combat pour l'élection présidentielle. Cela n'est pas inutile au moment où certains s'en vont répétant qu'il serait absurde de placer Jacques Duclos second dimanche soir, car il n'aurait aucune chance au second tour.

Ceux-là en réalité ne font que traduire la grande peur existant dans la réaction soit derrière Pompidou, soit derrière Poher face à la grande force porteuse de démocratie que représente notre Parti Communiste et qui malgré eux et contre eux et de toute façon, va remporter de nouveaux succès en faveur de la démocratie avancée dont a besoin la France.

Manuel BERNABEU.

## Echos - Echos - Echos - Echos - Ecl

### En galère

Peu de députés se démènent autant que M. Arthur Conte, député des Pyrénées-Orientales, en faveur de M. Pompidou.

Il estime que « dans les années qui viennent, nous n'aurons pas besoin d'un doux berger mais d'un robuste capitaine... »

Transfuge du Parti Socialiste, embarqué dans la galère gaulliste, il est compréhensible que M. Arthur Conte craigne de la voir sombrer.

Mais après tout, à son habitude, il pourrait toujours quitter à temps le navire. Comme font les rats.

### Un Universitaire

Dans une liste d'universitaires appelant à soutenir la candidature de l'ex-premier ministre, nous relevons le nom de M. Maurice Ponte.

Si M. Ponte, membre de l'Institut, a fait autrefois de la recherche, il est surtout connu comme l'un des dirigeants (président d'honneur après avoir été effectivement — de 1960 à 1968 — président-directeur général) de la puissante et richissime C.S.F. qui emploie plus de 30.000 personnes et fait, bon an, mal an, un milliard et demi de chiffre d'affaires.

Tout comme M. Pompidou qu'il appuie, M. Maurice Ponte est l'éclatante illustration que l'Université mène très loin... à condition d'en sortir.

### Tutelle

« Candidat libre », ainsi se définit M. Ducatel, qui voudrait bien faire croire qu'il est sorti tout droit d'un de ses chantiers de travaux publics pour prendre rang dans la campagne pour l'Élysée.

La vérité est moins pittoresque.

M. Ducatel a siégé de 1945 à 1965 au conseil municipal de Paris, où il a occupé de 1961 à 1962 un poste de vice-président.

Et si aujourd'hui il proclame qu'un président « doit être libéré de la tutelle des partis », il ne peut faire complètement oublier qu'il se libéra, quant à lui, de la tutelle du R.G.R. pour passer sous celle du Centre républicain de MM. Bernard Lafay et André Morice.

Aujourd'hui, dégagé de cette seconde tutelle, en toute indépendance et démocratie, il se consacre à l'« Association pour la défense de l'entreprise privée » dont il est le président d'honneur, avec à ses côtés cet autre farouche démocrate qui a nom Frédéric Dupont.

### Cinéma et publicité

Après être tombé dans les bras de M. Pompidou, « happy end » d'un dialogue à Europe No 1, dont les ficelles étaient à vrai dire un peu grosses, M. Jacques Duhamel profite de ce cinéma pour sa publicité personnelle.

A Radio Monte-Carlo samedi, il traitait de ce qui fut pour lui « un cas de conscience ».

« Car les buts de M. Poher n'appellent pas de ma part, dit-il, d'objections. »

Le soutenir eût été « le mouvement le plus naturel et le plus commode ».

Mais M. Duhamel est un homme courageux qui ne recule pas devant les difficultés.

Et qui sait s'engager non sans avoir, à tout hasard, assuré ses arrières.

### Démocratie et responsabilité

M. Poher propose aux jeunes, dans son dépliant, la « démocratie des responsabilités ».

Domage que ses amis centristes à l'Assemblée Nationale n'aient pas eu la même idée en ce qui concerne la responsabilité de la démocratie. Interrogés par la Fédération des maisons de jeunes et de la culture, une majorité d'entre eux avaient manifesté leur opposition au droit de vote à 18 ans.

Il est vrai que dans ses formulations « sociales » M. Poher a horreur des chiffres.

### La chute

Dans « Le Monde », M. Pierre Le Brun explique qu'il votera pour M. Pompidou.

Il s'était rangé naguère sous la bannière du général. Pour Pompidou ! C'est vraiment la chute.

L'anticommunisme, c'est le retour au passé  
MISEZ SUR L'AVENIR  
Soutenez les efforts du Parti Communiste Français  
VERSEZ A SA SOUSCRIPTION